



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Organización
de las Naciones Unidas
para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

Организация
Объединенных Наций по
вопросам образования,
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、
科学及文化组织

Address by Irina Bokova,

Director-General of UNESCO

**on the occasion of the Opening of the General Debate of the 37th session
of the General Conference**

UNESCO, 5 November 2013

Monsieur le Président de la Conférence générale,

Madame la Présidente du Conseil exécutif,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Décisive, cette trente septième session de la Conférence générale l'est à plusieurs titres.

Décisive sur le plan stratégique : nous allons définir notre stratégie pour les 8 prochaines années ;

Décisive sur le plan financier, dans des circonstances budgétaires difficiles qui nous imposent des efforts importants ;

Nous entrons dans la dernière ligne droite avant l'échéance des Objectifs du Millénaire de développement, et l'UNESCO doit faire valoir ses priorités dans l'agenda post-2015 pour le développement durable.

Nous pouvons relever ces défis, dans le consensus, en prenant conscience du chemin parcouru depuis deux ans.

Nous nous sommes quittés à la trente sixième Conférence générale dans un climat de précarité financière.

Au 1er janvier 2012, nous faisons face à un déficit de deux cent vingt millions de dollars.

Deux cent vingt millions de dollars - c'est un déficit colossal.

Tout le monde regardait l'UNESCO, et nous savions que cette période serait un test, et nous avons, je crois, réussi ce test.

Après trois années consécutives de suspension d'une part importante de nos contributions, nous finirons 2013 à l'équilibre, avec une UNESCO profondément réformée.

Nous avons géré cette crise, et nous l'avons géré ensemble, en prenant des mesures fortes, avec une vision claire de la réforme des programmes et des structures, sur la base d'une feuille de route élaborée ensemble et adoptée par le Conseil exécutif, sur la base des recommandations de l'Évaluation externe indépendante décidée par la Conférence générale :

- recentrage de notre action
- rapprochement du terrain
- nouvelle stratégie de partenariat
- meilleure intégration aux Nations Unies

Dans tous ces domaines, le chemin parcouru est considérable.

Durant cette période, l'UNESCO a renforcé son leadership dans plusieurs domaines.

Nous avons créé des réseaux de partenaires plus solides pour peser davantage sur l'élaboration des politiques.

Plusieurs évaluations indépendantes l'ont confirmé : l'UNESCO est aujourd'hui plus efficace, plus pertinente, et plus visible.

Oui, cette trente septième session de la Conférence générale est décisive, car les peuples ont besoin de l'UNESCO, et ils comptent sur nous.

Dans ce monde globalisé, saturé d'informations, la frontière entre la paix et la guerre, entre la solidarité et la haine passe par la culture, l'éducation, la communication, le partage des savoirs.

Le développement durable, la réponse au changement climatique, aux risques naturels, la protection de la biodiversité dépendent de l'intelligence, de la créativité, de l'innovation.

A Tombouctou – où je me suis rendue avec le Président français M. Hollande en février – les extrémistes ont attaqué *précisément* la culture, les radios communautaires, les écoles, pour diffuser la terreur et détruire le témoignage d'une sagesse islamique millénaire, symbole universel du dialogue des cultures.

J'ai vu les manuscrits brûlés, les mausolées détruits, et en notre nom à tous, j'ai fait une promesse : l'UNESCO va reconstruire.

Et les travaux, Mesdames et Messieurs, ont commencé, vous avez vu les images des habitants faisant la chaîne humaine pour colmater le minaret de la Mosquée Djingareyber.

C'est l'image d'un peuple qui se reconstruit par la culture.

Et nous devons les soutenir, malgré les menaces.

Voilà notre réponse à l'intolérance, à l'ignorance, à l'extrémisme.

Nous le ferons partout où et c'est nécessaire, comme en Syrie, où la destruction d'Alep, le pillage d'Apamée, de Palmyre, le trafic illicite des biens culturels brisent le cœur de l'identité syrienne.

L'hémorragie culturelle aggrave la tragédie humanitaire, elle avive les tensions, elle repousse encore la réconciliation.

Elle nous rappelle aussi notre humanité commune : chacun ressent que la destruction de ce patrimoine universel est une perte pour l'ensemble de l'humanité.

C'est pourquoi nous avons convié en Août dernier tous les partenaires de la protection du patrimoine syrien, avec le représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et de la Ligue arabe, M. Brahimi.

C'est pourquoi nous avons réunis à Amman, en février, les professionnels syriens, les douanes, les forces de police et les acteurs des pays voisins pour élaborer une stratégie de lutte d'urgence contre le trafic des biens culturels.

C'est pourquoi nous intervenons pour l'éducation des réfugiés syriens au Liban, en Jordanie, en Iraq avec le soutien de l'Union européenne, de la Jordanie et du Qatar.

La culture, l'éducation font partie intégrante des interventions d'urgence.

L'histoire accélère et la fragilité des sociétés commande d'agir plus vite face aux conflits et aux catastrophes, et l'UNESCO a opéré un virage stratégique majeur, pour répondre à l'urgence, en Haïti, au Pakistan, en Afghanistan, en Iraq, au Soudan du Sud, dans la corne de l'Afrique, pour mettre les sciences et les savoirs au service du dialogue, de la lutte contre les inondations, la sécheresse, les risques naturels, au plus près des besoins.

Dans chacun de nos grands programmes, l'UNESCO s'est concentrée sur sa valeur ajoutée, dans l'esprit des recommandations de l'Evaluation externe indépendante.

J'aimerais rappeler les éléments saillants de notre action.

Dans le domaine de l'éducation, nous agissons à trois niveaux :

- accélérer le mouvement de *l'Education pour tous* d'ici 2015,
- renforcer l'engagement politique sur l'éducation,
- rénover la vision de l'éducation pour le développement,

Cinquante sept millions d'enfants sont exclus de l'éducation primaire.

Deux cent cinquante millions sortent de l'école sans savoir ni lire, ni écrire, ni compter.

C'est une atteinte aux droits élémentaires, un immense gâchis pour la paix et pour le développement.

Le mouvement de *l'Education pour tous* et la *Décennie internationale de l'alphabétisation* ont montré que la volonté politique donne des résultats, comme dans les pays de l'initiative E9, l'Inde ou le Brésil où l'éducation est une priorité nationale.

Nous pouvons construire des systèmes éducatifs plus solides, et la clé du succès, ce sont les enseignants.

Cette vision est au cœur de notre travail en soutien des réformes nationales des systèmes éducatifs, au Mexique, au Soudan du Sud, au Tchad, au Myanmar, en Malaisie, et ailleurs.

Nous avons besoin d'enseignants plus nombreux, mieux formés, et j'en ai fait un axe central d'action, comme en Afrique avec un vaste projet de formation professionnelle dans 8 pays et d'abord en Côte d'Ivoire, en Namibie, en Éthiopie avec le soutien de la Chine.

La clé du succès, c'est l'insertion professionnelle, car l'éducation, c'est l'emploi, et l'UNESCO investit fortement ce domaine :

- avec notre rapport mondial de suivi de l'Education pour tous, sur l'éducation au travail, l'année dernière;
- avec le troisième Congrès mondial sur l'enseignement technique et la formation professionnelle, à Shanghai, en 2012.
- par le lancement, avec la République de Corée, d'un programme d'amélioration des politiques de formation professionnelle, au Botswana, en République Démocratique du Congo, au Malawi, en Namibie, en Zambie.

Tout ces efforts, Mesdames et messieurs, doivent nous permettre d'approcher des Objectifs de *l'Éducation pour tous* d'ici 2015, et partout où c'est nécessaire l'UNESCO se mobilise pour accélérer les efforts, comme dans 18 pays d'Afrique depuis le mois de mars.

Nous devons soutenir aussi davantage les plus fragiles, comme nous le faisons en Iraq avec la *Qatar Foundation*, à travers l'initiative *Educate a child*, lancée par notre envoyée spéciale pour l'Éducation, son Altesse Sheikha Moza bint Nasser.

Mais la condition essentielle du succès, c'est une vision pertinente de l'éducation pour le 21^{ème} siècle.

L'UNESCO est en train de changer l'approche mondiale de l'éducation, non plus axée sur les chiffres d'accès à l'école, mais sur la qualité, les compétences, l'apprentissage tout au long de la vie.

- Nous avons construit de nouveaux indicateurs de qualité des apprentissages avec notre Institut de Statistique à Montréal.
- Nous mettons l'accent sur le *contenu des programmes*, du primaire au supérieur, sur la validation des acquis, la reconnaissance internationale des diplômes, un enjeu d'avenir.
- Nous accélérons notre soutien aux politiques de ressources éducatives libres dans l'enseignement supérieur, suite au Sommet Mondial réuni à l'UNESCO en 2012, en mettant, là aussi, l'accent sur la qualité.

L'éducation est la clé de l'emploi et c'est la clé de la citoyenneté, pour vivre ensemble, développer des compétences interculturelles pour notre monde globalisé.

Ce n'est pas un hasard si le 60^e anniversaire du réseau des écoles associées de l'UNESCO – 9700 institutions dans 180 pays – était consacré au thème de la citoyenneté.

L'éducation est la clé du développement durable : c'est le message de la Décennie des Nations Unies qui s'achève sur ce thème, et nous allons construire sur cette base un programme mondial d'action présenté à la conférence de Nagoya 2014.

Cette vision centrée sur la qualité et les contenus guide la préparation des évaluations nationales sur les progrès accomplis en vue de la réunion de *l'Education pour tous* en Corée en 2015 ;

Cette vision se reflète déjà dans les discussions sur l'agenda post 2015, elle est reprise dans l'initiative du Secrétaire général des Nations Unies, *L'Education avant tout*, pilotée par l'UNESCO, qui porte à la fois sur l'accès, la qualité et la citoyenneté.

C'est la première fois, Mesdames et messieurs, que l'Education est mise au sommet de l'agenda global des Nations Unies, et nous avons constaté, en 12 mois, l'immense impact politique de cette initiative.

C'est un changement profond, c'est aussi le fruit de notre travail.

Voilà comment l'UNESCO joue son rôle de pilote intellectuel.

... avec la mise à jour du rapport Delors sur l'éducation au 21^{ème} siècle....

... avec le réseau des chaires UNESCO et nos instituts, pour la formation tout au long de la vie, pour la planification de l'éducation, et le Bureau International de l'Education ;

Nous vivons, Mesdames et Messieurs, une révolution éducative.

Le monde s'enthousiasme du potentiel des nouvelles technologies pour l'éducation : notre rôle est d'en assurer l'équité, l'accès, la qualité des contenus...

... de veiller à ce que chacun puisse s'en servir, comme en publiant les tous premiers principes directeurs pour l'apprentissage mobile, avec le soutien de notre partenaire, la société Nokia.

La formation devient un investissement stratégique pour le développement, la résilience, l'inclusion sociale et nous devons porter cette mutation au bénéfice de tous.

C'est particulièrement vrai dans le domaine des sciences.

Le Sommet de Rio+20 appelle à forger des politiques mieux intégrées, capables d'appréhender les dimensions économiques, sociales et environnementales du développement.

C'est cette intégration qui apporte la durabilité.

C'est ce que nous faisons, en intégrant davantage les sciences naturelles et les sciences sociales et humaines, en intégrant davantage la recherche scientifique et la décision politique, en intégrant la réflexion éthique dans tout ce travail.

Nous le faisons en Afrique avec l'évaluation et le soutien des politiques scientifiques, technologiques et d'innovation dans plus de 20 pays à ce jour.

Nous avons réuni plus de 50 ministres pour le premier forum africain sur la science et l'innovation à Nairobi, avec la Banque Africaine de développement et le gouvernement du Kenya en 2012.

Nous le faisons avec la Commission Océanographique Intergouvernementale, et l'UNESCO se concentre sur son cœur de métier : la science de l'Océan, l'analyse de l'acidification, la prévention des risques, la durabilité de l'économie bleue.

Je suis déterminée à soutenir cette Commission, dont l'impact est immense et notre nouveau dispositif pour la COI en Afrique et auprès des États insulaires adjacents est opérationnelle, comme contribution directe à notre travail sur le terrain.

Le lien entre la science et la politique, c'est aussi l'objet du Conseil consultatif scientifique, que le Secrétaire général des Nations Unies vient de lancer la semaine dernière, et qu'il a confié à l'UNESCO.

C'est une reconnaissance de notre rôle scientifique au sein des Nations Unies.

C'est l'aboutissement d'un immense travail de consultation, et je suis fière de la mobilisation des collègues investis dans ce projet, qui rassemble une trentaine de scientifiques internationaux et qui sera un repère mondial pour la décision politique.

Le lien entre la science et la politique, c'est notre travail dans le domaine de l'eau, avec le rapport mondial sur l'eau, consacré en 2014 au lien entre l'eau et l'énergie.

L'eau n'est pas qu'un sujet scientifique ou technique, et nous le voyons clairement alors que l'UNESCO pilote en 2013 l'Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau.

Gérer l'eau de façon durable, c'est protéger la dignité humaine, améliorer la santé, permettre à des filles de se rendre à l'école au lieu de marcher des kilomètres jusqu'au puits.

L'UNESCO a porté ce message à *La Haye* lors de la Journée mondiale de l'eau ; à *Douchanbé*, lors de la Conférence internationale sur la coopération dans le domaine de l'eau ; à *Stockholm*, lors de la Semaine mondiale de l'eau ; à *Nairobi*, à *Budapest* et bientôt *Mexico*.

Et je salue à cet égard le travail du Programme Mondial pour l'Évaluation des ressources en Eau à Pérouse, de l'Institut de formation sur l'eau à Delft, et du Centre International pour la Physique théorique, à Trieste, en Italie.

Lier la science et la politique, c'est ce que nous faisons pour la biodiversité, dans les réserves de biosphères qui tissent des liens de coopération dans plus de 620 réserves à travers 117 pays, dont 12 sites transfrontaliers.

Et j'ai vu ce pouvoir dans la réserve de Trifinio Fraternidad, où el Salvador, le Honduras et le Guatemala, soutenus par l'Allemagne, développent l'agriculture, l'économie et luttent contre la pauvreté dans le respect d'un environnement exceptionnel.

Le lien entre la science et la politique, c'est enfin le travail de notre programme MOST, qui a démontré son importance pour la formulation de politiques de transformations sociales au Maghreb, en Amérique Latine, au Myanmar et ailleurs.

Dans le domaine de la culture, nous avons franchi plusieurs étapes importantes, notamment dans notre plaidoyer pour intégrer la culture dans l'agenda du développement durable.

La culture est un facteur de développement durable : c'est par elle que les peuples se mobilisent et se projettent dans la durée.

Il n'y a pas de futur sans culture.

La culture crée des emplois, c'est un secteur en forte croissance, qui représente 10% du PIB d'un pays d'une diversité culturelle exceptionnelle comme l'Indonésie...

Dans tous les pays que je visite je constate ce revirement massif en faveur de la culture :

Le Brésil lance la création de 300 centres pour les arts ;

La Chine va construire plus de 3000 musées sur 2 ans ;

La Pologne investit plus d'1 milliard d'Euros dans les infrastructures culturelles à travers tout le pays...

Je pense au Président de l'Islande, dont la première mesure de réponse à la crise financière fut de construire un opéra, pour créer de l'emploi et reconstruire du lien social, de l'estime de soi.

La force de la culture, c'est sa double nature : à la fois un levier de croissance et un levier d'inclusion sociale.

A l'heure où les Etats cherchent à construire des politiques intégrées, au croisement de l'économie et du social, le rôle de la culture est essentiel et le Président de l'Irlande, M Higgins, est venu ici le dire clairement : « *l'espace culturel est plus large que l'espace économique et l'englobe* ».

C'est le message de la Convention de l'UNESCO pour la promotion et la protection de la diversité des expressions culturelles, de 2005, et ce texte est le dictionnaire de la nouvelle économie créative mondiale.

C'est la conclusion des 18 projets financés par le fonds espagnol pour la réalisation des Objectifs du Millénaire, dont nous venons de publier les résultats, qui prouvent le rôle des activités culturelles pour réduire la pauvreté, pour la santé ou l'inclusion.

Ce message est entendu.

Nous l'avons vu lors de la Conférence de Hangzhou en Chine sur la *Culture : clé du développement durable*.

Un mois plus tard, l'Assemblée générale des Nations Unies organisait le premier débat de son histoire sur ce thème.

Suite à ce débat, plusieurs États ont créé à l'initiative du Pérou un Groupe de travail dédié, pour peser sur l'agenda post-2015.

Le Groupe de Développement des Nations Unies a créé un sous-groupe sur culture et développement – une étape majeure.

L'UNESCO a repensé, parfois de fonds en comble, ses Conventions culturelles.

40 ans après l'adoption de la Convention du Patrimoine mondial, nous mesurons l'urgence d'en préserver la crédibilité, de mobiliser les communautés locales, de trouver un meilleur équilibre entre la conservation et la croissance.

40 ans après l'adoption de la Convention contre le trafic illicite des biens culturels, l'UNESCO a pris un nouveau départ.

Cette Convention est notre boussole face à la multiplication des atteintes à l'identité et à la dignité des peuples : en Syrie, en Libye, en Amérique Latine, où des sites entiers sont pillés.

Je m'étais engagée à relancer cette Convention, et nous avons pris un tournant historique, en créant deux nouveaux organes de suivi, un progrès, je crois, inédit en 40 ans.

J'ai puisé dans le Fonds d'urgence pour convoquer les États parties un an avant la date prévue, et préparer les directives opérationnelles.

En deux ans, l'UNESCO a lancé 23 programmes de formation auprès de professionnels de 90 pays avec le soutien des Pays-Bas, de la Turquie, de la Suisse, du Bahreïn, de l'Espagne, de la Belgique, de la Chine, de la République de Corée, de la Grèce.

Je crois vraiment que c'est une refondation de la Convention.

C'est une refondation de l'UNESCO.

J'ai eu le privilège de participer à la cérémonie de retour de deux statues Pandavas du *Metropolitan Museum* de New York au Cambodge et tous ceux qui y ont assisté ont vu qu'au delà des statues, c'est un peu de l'identité khmère qui est rentrée au pays.

La culture est la clé du dialogue dans un monde globalisé, et c'est le sens de notre partenariat avec l'Alliance des civilisations.

C'est le sens de la Convention pour le patrimoine immatériel, dont nous avons célébré le 10^{ème} anniversaire, et dont l'évaluation récente a démontré l'importance pour tous les Etats Membres.

C'est le sens de notre Programme Mémoire du monde qui après 40 ans est toujours en pointe de la coopération mondiale dans la préservation des documents pour la compréhension mutuelle.

Dans le domaine de la communication et de l'information, les célébrations de la Journée mondiale de la liberté de la presse (pour la première fois en Tunisie, à Tunis en 2012 et à San José, au Costa Rica en 2013) ont montré l'importance d'un environnement favorable à la liberté d'expression et de la presse comme facteur de transformation sociale, de démocratie, de bonne gouvernance.

L'UNESCO soutient massivement la mise en place de médias indépendants et pluralistes, la construction de cadres législatifs et la formation de professionnels, avec le Programme International pour le développement de la communication.

J'ai renforcé nos programmes de formation des journalistes dans les pays du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord.

10 nouveaux cursus de formation ont été lancés avec le Réseau des Chaires en communication.

Nos indicateurs de développement des médias constituent désormais un cadre reconnu par les pays pour procéder à l'évaluation de leur environnement médiatique.

L'UNESCO a pris l'initiative du Plan d'action sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité, adopté ensuite par l'ensemble des Nations Unies.

C'est une marque de leadership, une contribution majeure à la liberté de la presse, dont nous mesurons l'importance cette année encore, particulièrement sanglante pour les journalistes.

Je pense aux deux journalistes français tués au Mali samedi, qui allongent la liste de presque 200 journalistes qui ont payé de leur vie le droit de nous informer depuis 2012.

C'est inacceptable.

La liberté de l'information est le fondement de la démocratie, de la bonne gouvernance, du développement durable.

Et nous continuerons de conduire la réflexion sur les sociétés du savoir, et d'assurer le suivi du Sommet des sociétés de l'information, dont le 10^{ème} anniversaire célébré à l'UNESCO a souligné le rôle de l'information dans le développement.

Mesdames et Messieurs,

Cet aperçu des activités de l'UNESCO nous aide à mieux percevoir notre singularité au sein des Nations Unies.

Ce qui nous définit, ce ne sont pas seulement nos programmes, nos structures, notre budget.

Ce qui nous définit, c'est notre vision du monde, nos valeurs.

La conviction que la paix tient au respect de la dignité humaine.

La conviction que l'être humain, s'il en a la volonté, peut changer le monde pour le meilleur grâce aux ressources de son esprit.

Notre rôle est de les faire grandir, par l'éducation de qualité... la recherche scientifique... la liberté d'expression... le partage des savoirs... le dialogue des cultures.

Ce message humaniste, l'UNESCO est la seule à le porter avec une telle clarté.

Et bien que le monde ait changé depuis 1945... cette valeur fondamentale, elle, ne doit pas changer.

Le monde a besoin de cet humanisme et dans tous les pays que je visite, je vois l'immense besoin de l'UNESCO.

Je l'ai vu au Sénégal, où des dizaines de milliers de filles et de femmes apprennent à lire, à compter, grâce à l'UNESCO et notre partenariat avec Procter et Gamble, un partenariat qui est un modèle du genre.

Je l'ai vu en Haïti, où trois ans après le séisme, plus d'un million d'enfants ont retrouvé le chemin de l'école, et nous soutenons le plan de scolarisation gratuite universelle due M. le Président Martelly.

Je l'ai vu au Japon, sur le site d'Hiraizumi, inscrit au Patrimoine mondial, dans la région de Tohoku dévastée par le Tsunami : la culture soigne les traumatismes, elle redonne confiance.

Je l'ai vu en Afghanistan, où l'UNESCO travaille depuis 10 ans à la reconstruction du système éducatif et nous venons signer avec le Japon la nouvelle phase de notre programme d'alphabétisation à travers tout le pays pour vingt millions de dollars.

Sur les murs de l'école Ayesha-e-Durrani, une jeune fille avait écrit « *le crayon est mon épée* ».

Cette formule dit toute la volonté de reconstruire par l'éducation.

Partout dans le monde des jeunes hommes et des jeunes femmes se dressent pour défendre leurs droits.

Ils comptent sur nous.

C'est pourquoi j'ai lancé le partenariat global pour l'éducation des filles et des femmes en 2011.

C'est pourquoi nous avons organisé le 10 décembre dernier, avec le Pakistan et en présence de son Président, un événement *de soutien à la jeune pakistanaise Malala Yousafzai et à l'éducation des filles*, partout dans le monde.

Nous avons créé un Fonds pour l'éducation des filles, avec une première contribution de dix millions de dollars du Pakistan et permettez moi de renouveler ma reconnaissance envers le gouvernement du Pakistan et mon engagement à soutenir l'éducation des filles et des femmes dans le monde.

От ЮНЕСКО ждут многого, и мы должны ответить на эти чаяния.

Наш ответ – это работа со странами арабского мира и Северной Африки, где ЮНЕСКО совместно со всеми нашим партнерами, в частности, с Европейским Союзом, взяла на себя обязательства улучшить образование, укреплять социальный диалог, поддерживать молодежные сети в выработке публичной политики.

Наш ответ – это работа в Кот Д'Ивуаре по примирению, которая ведется с помощью школьных учебников по культуре мира, разработанных совместно с

Экономическим Сообществом стран Западной Африки и распространяемых в регионе, и наша пилотная программа по культуре мира в Анголе.

Наш ответ – это трансформация бывшего центра пыток ЭСМА в Буэнос-Айресе в Центр ЮНЕСКО по образованию в области прав человека, который уже начал работать.

Это предоставление совершенно новых данных о системах грунтовых вод в малых островных развивающихся государствах.

Наш ответ – это совместная работа с Индией и Институтом Махатмы Ганди с тем, чтобы поставить образование на службу мира и развития гражданского общества в Азиатско-Тихоокеанском регионе, то есть научиться жить вместе в многонациональном обществе и с пониманием относиться к культурному многообразию.

Это обеспечение основ для обучения гражданственности через образование, диалог культур или распространение этических ценностей через спорт, как это было сделано на Международной конференции министров физической культуры, МИНЕПС 5, прошедшей в этом году в Бонне.

Поэтому ЮНЕСКО должна продолжать идти курсом реформ по 4 стратегическим направлениям, намеченным по результатам Независимой внешней оценки ЮНЕСКО:

1. Укрепление роли ЮНЕСКО.
2. Фокусирование деятельности на местах – реорганизация нашей сети в Африке будет завершена к концу 2013 года в соответствии с планом.
3. Продолжение усилий по укреплению позиций ЮНЕСКО в системе ООН.

На этом направлении пройден большой путь.

Никогда еще в нашей истории ЮНЕСКО не поручалось руководить столькими проектами глобального масштаба.

ЮНЕСКО активно участвует в процессе реформы ООН, в наших обязательствах на местном уровне был сделан качественный скачок.

ЮНЕСКО является председателем Комитета организаций-спонсоров Программы ООН/СПИД...

Мы тесно работаем с ПРООН и издаем всемирный доклад по творческой экономике...

...сотрудничаем с ЮНИСЕФ, с которым провели региональные консультации по образованию после 2015 года;

...взаимодействуем с Всемирным банком, Всемирной Продовольственной программой в рамках инициативы «дать пищу телу - дать пищу уму», которая связала воедино образование, питание и здоровье,

...работаем с Международным Союзом электросвязи в рамках Комиссии по широкополосной связи для цифрового развития.

4. И, наконец, мы должны создавать новые партнерства, более прочные, более стратегические и более многочисленные.

Ситуация в значительной степени улучшилась по сравнению с тем, что было раньше.

Отныне у нас есть глобальная стратегия партнерства.

ЮНЕСКО получает поддержку новых доноров, которые с начала 2012 года внесли более 100 миллионов долларов США, и я приветствую соглашения о целевых фондах, подписанные с Индонезией, Пакистаном, Малайзией, Индией, Бразилией, Азербайджаном, Ираком, Анголой, Нигерией, Объединенными Арабскими Эмиратами, Саудовской Аравией, Катаром...

К этой сумме можно прибавить приблизительно 50 миллионов долларов, полученных с 2012 года от частного сектора.

ЮНЕСКО получила добровольные взносы на сумму более 340 миллионов долларов от традиционных доноров, которые, невзирая на собственные трудности, поддерживают нас и вновь проявляют доверие к нам, и я хочу поблагодарить их за это.

Я думаю о новом импульсе в нашем сотрудничестве с Европейским союзом: после заключения в прошлом году нашего договора мы подписали соглашения о финансировании в 2012-2013 годах на 40 миллионов евро.

Хочу также отметить наши соглашения с региональными структурами, такими как КАРИКОМ, которые будут подписаны через несколько дней.

Это значительный поворот к тому, чтобы создать более прочные, более интегрированные сети партнерств и стать еще сильнее вместе.

И все это – проявление ожиданий и уважения по отношению к ЮНЕСКО.

Ladies and Gentlemen,

We have done all of this....

We have strengthened our leadership, sharpened our focus, enhanced our delivery...we have advanced across the board since the last General Conference *despite* a severe financial crisis.

We have not only *responded* to financial difficulty, we have *acted*.

We have acted for a stronger UNESCO.

We have acted to maintain our core competences, to preserve our unique value – as a laboratory of ideas, as an intellectual leader, as a standard-setter, as a capacity-builder, as a public policy designer and architect.

On 1 January 2012, the Organization faced a deficit to be absorbed of \$ 220 million, from the budget of \$ 653 million approved by the General Conference.

Today, almost two years later, we close the biennium with balanced books.

We close with a UNESCO that is more performing, more focused, that is set to move forward.

I see this as a sign of confidence in the Organization, in *your* Organization, and I wish to thank Member States.

Immediately after the last General Conference, we faced a situation demanding tough choices.

One option could have been to make immediate drastic budget reductions, with cuts in staff and programme delivery.

Had I chosen this path, this would have been without guidance from Member States, without knowing the political evolution of the situation.

The second option was the path taken – drawing on continual dialogue with Member States, on guidance from the Executive Board, on deep measures to reduce costs, following a Roadmap of actions adopted by the Executive Board and the recommendations of the *Independent External Evaluation of UNESCO* -- all the while, continuing to advocate for the full contribution of all Member States.

This was the strategy I pursued -- we did this together, and I think it is paying off today.

It is worth recalling how we achieved this.

As a result of the suspension of major contributions, including for 2011, the funds available for 2012-2013 were \$ 465 million, so I set a framework for the Organization to work within this ceiling – reduced by almost 30 percent -- throughout the biennium.

At the 189th Executive Board, Member States agreed on the Roadmap of actions I proposed, setting 18 targets over the short and medium term.

These required sharper programme focus.

They called for reducing expenditure and deep efficiency gains.

The Roadmap was designed to overcome the immediate crisis, and we are achieving its targets, one by one.

Travel costs have been reduced by 73 percent compared to 2010-2011 expenditure.

Regular budget spending on consultants was reduced by 83 percent between 2011 and 2012.

Temporary assistance costs have gone down 44 percent.

I have frozen the recruitment of 228 vacant posts, mostly in Headquarters.

The costs of Central Services have been cut 20 percent.

In all this, we benefited from the engagement and responsibility of Member States.

I wish to thank the Executive Board, especially its Chairperson, for its leadership. Let me also thank the Bureau of the Executive Board, the Chairs of Committees and Working Groups, for their guidance.

The support by Member States has been essential.

Immediately after the last General Conference, I created an Emergency Fund to underpin priority areas and reform initiatives.

As of today, the Emergency Fund has received \$ 75.1 million – from Algeria, Belize, Benin, Cameroon, Chad, Congo, Gabon, Iceland, Indonesia, Iraq, Kazakhstan, Mauritius, Monaco, Namibia, Oman, Qatar, Saudi Arabia, Timor-Leste, Turkey, Andorra, Cyprus, Luxembourg, Monaco, San Marino, including also individual donors.

These funds advanced implementation of the 36 C/5 priorities and the recommendations of the *Independent External Evaluation of UNESCO*.

They accelerated field reform in Africa.

Let me say that, overall, half of the Emergency Funds were allocated to Global Priority Africa, to implement concrete projects on the ground.

These funds also bolstered education in priority countries -- literacy in Bhutan, Eritrea, Gambia and Sudan, teachers in Djibouti, sector-wide policy and planning in Somalia and Sudan, higher education reform in Myanmar.

They backed the Intergovernmental Oceanographic Commission, notably its Caribbean early warning exercise.

They underwrote the new follow-up mechanism for the 1970 Convention on illicit trafficking, and the training of African managers, especially for sites on the lists in danger.

They underpinned the 2012 *World Congress on Open Educational Resources* and the *WSIS+10 Review Meeting*.

They supported youth engagement in preventing violence in Latin America and the Caribbean, youth participation in democratic processes in Egypt and Morocco.

They took forward UNESCO's work for science, technology and innovation in Africa, and the 2012 *First Africa Forum on Science, Technology and Innovation*.

The Emergency Fund supported the *General History of Africa* and its pedagogical use, underpinning the financial contribution of Brazil and Angola.

I am determined to take forward this flagship project, to help teach young Africans their history and contribution to humanity, to strengthen the struggle for human rights and dignity today on the basis of knowledge of our shared history and heritage.

Let me turn to voluntary contributions, which stand at historical levels.

In 2012, for the first time in many years, voluntary contributions were *higher* than assessed contributions, representing almost 50 percent of the total \$ 792 million received.

In addition, Member States allocated in 2012 \$ 13.3 million to UNESCO through in-kind contributions.

Every bit of support has been important.

Every dollar has made a difference.

Member States' support helped the International Hydrological Programme hold the first meeting of the UNESCO water family, including centres and Chairs, in Nairobi this year.

Let me underline the in-kind support provided by the Russian Federation, by Cambodia, by Azerbaijan, to support statutory meetings of the 1972 and 2003 Conventions.

Most recently, the Government of Ghana hosted the General Assembly of the African Network of UNESCO's Man and Biosphere Programme.

This support in-kind has come from every continent.

All of this is a resounding expression of confidence by Member States.

It reflects your trust in UNESCO's work and delivery.

I wish to thank Member States for their generosity, as well as their political and moral support, in this difficult moment.

Ladies and Gentlemen,

None of this has been easy.

It has required tremendous efforts on all sides.

It called for careful sequencing.

It demanded also a sense of strategic perspective.

This is sometimes the greatest difficulty of change.

To see the *forest* and not just the *trees*.

To look beyond tactics towards the big picture.

I believe this is another major achievement.

The draft Medium-Term Strategy is our vision of UNESCO for new times.

This vision is underpinned by a steel-like will.

The will to focus.

The will to deliver.

The will to lead.

The draft Medium-Term Strategy clarifies UNESCO's mission.

It reaffirms the relevance of major programmes.

It tightens the strategic objectives to guide our work.

It strengthens our contribution to *One UN*, to a more performing UN system.

It defines five functions, guided by two overarching objectives, reduced from five -- to contribute to lasting peace and to sustainable development and the eradication of poverty.

These objectives will guide UNESCO in advancing Global Priorities Africa and Gender Equality, our work for youth, Least Developed Countries, Small Island Developing States and countries in transition.

The draft Strategy is complemented by an *Operational Strategy for Priority Africa* and an *Operational Strategy on Youth*, as well as the *Priority Gender Equality Action Plan for 2014-2021*.

Take Global Priority Africa.

Last December, *The Economist* magazine wrote about '*Africa Rising*.'

I have seen this for myself across the continent.

Deep change is underway, and African countries know what they need better than anyone – to balance development, to respond to youth aspirations, to strengthen the culture of peace.

I saw this last March, when I launched in Angola the *UNESCO-African Union Campaign -- Make Peace Happen* -- speaking before 3000 young women and men, alongside Mr Manuel Goncalves Muandumba, Angolan Minister of Youth and Mr Erastus Mwencha, Vice-President of the African Union Commission.

This spirit underpins UNESCO's proposed *Operational Strategy for Priority Africa*, to pursue six flagship projects.

UNESCO must underpin Africa's renaissance, *and we will*.

This same thrust guides the draft *Priority Gender Equality Action Plan*, to promote equal rights and opportunities for girls and women in all of UNESCO's work.

We have laid a solid foundation in the Global Priority Gender Equality, and I am determined to build on these, to widen and strengthen UNESCO's action to empower girls and women.

Member States asked for deeper inter-disciplinarity, and this has guided the draft Medium-term Strategy.

You asked for innovative proposals, and this was the spirit of the proposed *Centre for Social Transformations and Intercultural Dialogue*.

I made this proposal, because I am convinced all societies face stark questions about equity and deepening inequalities, about social inclusion, about diversity and its impact on social cohesion, about the aspirations of young people, about the revolutionising impact of new communication technologies on all spheres of life.

This was a conclusion of Rio+20, which reaffirmed the three pillars of sustainable development – environmental, economic and social.

It was the message from the *2013 Davos Economic Forum*, where inequalities were highlighted as a great risk to all societies.

We have discussed this proposal at length, and I wish to renew my commitment to strengthening UNESCO's support to Member States in managing social transformations, in deepening social inclusion.

We have reaffirmed the importance of the *Management of Social Transformations Programme*, and I am ready to participate in discussions on bringing MOST closer to the challenges societies face.

I look forward to work with you over the next biennium, to define a modality to enhance UNESCO's work in this area.

The draft Medium-Term Strategy is built on this firm conviction.

That there can be no reduction of UNESCO's ambitions, there must be no dilution of our mandate.

We need *more* UNESCO now, *not less*.

Rights and Dignity.

Equity and equality.

Inclusion and dialogue.

This is the spirit of the draft Strategy.

The *Programme and Budget for 2014-2017 (37 C/5)* takes forward this vision.

As requested, programmes are defined for the *quadrennial* period 2014-2017, while the budget allocation is for the *biennial* period 2014-2015.

I am determined to sharpen our programmatic focus, to end fragmentation.

I am determined to reduce further the weight of administration -- to enhance efficiency and effectiveness.

The *37 C/5 Document* foresees a zero-nominal growth budget ceiling of \$ 653 million -- under which the Organization will need to absorb some \$ 50 million for cost and other statutory increases normally covered by a zero-real growth approach.

Should major contributions continue to be suspended, the Executive Board in *191 EX/Decision 15* called for work “*to identify programmatic priorities for future orientations of the Organization.*”

At its 5th special session, the Executive Board adopted a decision defining an order of budget priorities among expected results in each Major Programme, and it requested me to submit an expenditure plan and indicative staff restructuring plan based on an expected cashflow of \$ 507 million for 2014-2015.

The work to prioritise has been trail-blazing, and I thank Member States for their leadership.

I can say this process has not been easy.

It has meant making tough choices.

Dialogue and consultation have guided this process, and I thank all for their engagement.

Let me express special gratitude to UNESCO staff, in Headquarters and the field.

I know the pressures all staff are facing, from uncertainties, from heavier workloads.

As *Decision 192 EX/16* states, UNESCO staff are “*the Organization’s real capital, its competence and expertise, its institutional memory,*” which we must preserve as much as possible, and I committed to do precisely this.

Señoras y Señores,

La tarea que hoy tenemos es muy clara.

Debemos configurar una UNESCO que sea más relevante, eficiente y actuante, a *pesar de las muy rigurosas circunstancias*.

Debemos reconocer el impacto de las restricciones, en materia de personal, sobre nuestra capacidad en situaciones de emergencia, sobre nuestro mandato para crear capacidades, sobre nuestro liderazgo global.

No tenemos otra alternativa sino sacar lo mejor de la situación.

Esto quiere decir que debemos acelerar el cambio.

Ello nos demanda más creatividad e innovación.

Ello nos pide asumir un nuevo compromiso para realizar los sacrificios necesarios para una Organización más fuerte.

Ello demanda un apoyo mayor por parte de los Estados Miembros -- incluyendo fondos especiales para apoyar los programas y para hacer avanzar la reforma.

Debemos movernos más allá de las medidas provisionales, para juntos revisar las prioridades programáticas y de personal.

Debemos acrecentar nuestra habilidad para generar nuevos recursos, en beneficio de la Organización.

Debemos reforzar el alineamiento entre el programa regular y los fondos extra presupuestarios, y hemos puesto en marcha nuevos mecanismos para ello.

Debemos profundizar la calidad de nuestro impacto -- este debe ser el siguiente gran objetivo que nos deberá guiar.

Debemos agudizar nuestro enfoque aún más y evitar la tentación de la dispersión.

Permítanme ser clara.

No podemos aceptar reducir el *statu quo* para la UNESCO al de un escenario de "*las cosas marchar*" con menos recursos.

Creo que no debemos tratar de hacerlo *todo* con *menos*.

Hasta cierto punto, esto implicará una revisión de mandatos y la puesta en práctica de obligaciones estatutarias, las cuales se expanden en tanto el presupuesto decrece.

No tenemos alternativa que continuar a toda maquina.

La buena noticia es que comenzamos con una Organización que está sorteando la tormenta, es decir resistiéndola.

Esto es esencial, toda vez que las expectativas son elevadas para apoyar a los países hacia los Objetivos de Desarrollo del Milenio y la Educación para Todos para 2015.

Las expectativas son altas para edificar la *Década de las Naciones Unidas para la Alfabetización*, para hacer avanzar la educación para el desarrollo sustentable mediante la Conferencia Mundial que se celebrará en Japón el próximo año, para desbrozar el terreno y apoyar la educación superior, incluyendo un nuevo instrumento global acerca del reconocimiento de las calificaciones en educación superior.

Las expectativas son elevadas para la *Tercera Conferencia Internacional sobre los Pequeños Estados Insulares en vías de Desarrollo*, que se celebrará el próximo año en Samoa.

Las expectativas son elevadas acerca del liderazgo de la UNESCO en la *Década Internacional para el Acercamiento de las Culturas (2013-2022)*, y el trabajo sobre el *Panel de Alto Nivel sobre la Paz y el Diálogo entre las Culturas* que yo cree.

Las expectativas también son elevadas para que la UNESCO contribuya a diseñar una nueva agenda global para el desarrollo en seguimiento del 2015.

El Consejo Ejecutivo ha tenido intensas discusiones a este respecto, y ansío escuchar el debate en ocasión del *Foro de Líderes*.

La UNESCO está involucrada en la conversación global y en los procesos preparatorios para definir esta nueva agenda, y nuestro mensaje es claro: para marchar hacia delante, debemos aprovechar el poder de los costos multiplicadores.

Esto debe comenzar con la educación.

La educación es un derecho humano y un bien público que es el cimiento del desarrollo sustentable.

Necesitamos un nuevo objetivo para la educación que contemple equidad y calidad, herramientas para la vida y para el trabajo, al igual que un aprendizaje durante toda la vida, especialmente para las niñas y las mujeres.

Co-dirigida por la UNESCO y el UNICEF, la *Consulta Temática Global sobre Educación para Post 2015*, ha hecho un llamado para una Educación Equitativa de Calidad y Aprendizaje durante toda la Vida para Todos, y ello refleja nuestra visión y nuestro liderazgo en materia educativa.

La ciencia, la tecnología y la innovación son otros poderosos multiplicadores.

Esto llama para compartir el progreso, para cooperar en las ciencias del mar, en el manejo sustentable de las aguas y en la conservación de la biodiversidad, para así establecer lazos más fuertes entre ciencia, política y sociedad.

En Río+20, los Estados reconocieron la importancia de los océanos y ello tuvo eco en la *Reunión Interregional de los Pequeños Estados Insulares en vías de Desarrollo* celebrada en Barbados, la cual concluyó que los océanos deben ser una prioridad en la agenda post 2015.

La cultura es otro factor facilitador y motor del desarrollo sustentable, y estoy determinada para que la UNESCO continúe trabajando con sus Estados Miembros para consagrarla y reconocer su poder.

Debajo de todo esto, debe haber claridad en cuanto a la gobernabilidad y el uso de la ley -- y es por ello que la libertad de expresión y el acceso a la información son tan importantes.

Permítanme citar aquí al Presidente del Perú el Excelentísimo Señor Ollanta Humala, quien dijo en ocasión del Evento sobre el Éxito de los Objetivos de Desarrollo del Milenio en septiembre anterior:

Debemos de encontrar una nueva manera – no crecer para incluir, pero incluir para crecer.

Este es el espíritu de la contribución de la UNESCO a la agenda post-2015.

Todo esto muestra el profundo cambio que ha ocurrido. La UNESCO tiene actualmente el liderazgo dentro del sistema de las Naciones Unidas, laborando con todo nuestro saber para establecer una nueva agenda para un desarrollo sustentable que sea ambicioso, universal y justo.

Ladies and Gentlemen,

We can see the signs everywhere...

...from the impact of disasters...from the consequences of climate change...from deepening inequalities.

We have entered a new age of limits -- in terms of development models, in terms of the planet.

The world has changed dramatically since 1945, the challenges are not the same -- but the message of our Constitution has never been so true.

Lasting peace, sustainable development can only be built in the minds of women and men.

In the minds of girls and boys.

On the benches of schools.

Drawing on shared cultural heritage, on the power of cultural diversity.

Through scientific cooperation, through the creation and sharing of knowledge.

Through a better understanding of social and global transformations.

Through strong conditions for freedom of expression and media development.

These are drivers for the creativity, the innovation every society needs today.

These are the basis for greater equity and solidarity.

This reminds me of the words of the great humanist, Swami Vivekananda, with whose anniversary UNESCO is associated this year.

Speaking in 1893, before the World Parliament of Religions, Vivekananda's words echo still today:

I hope that the bell that tolled this morning in honour of this convention may be the death-knell of all fanaticism, of all persecutions with the sword or with the pen.

Throughout this General Conference and looking forward, I hope we can remain inspired by this vision, by the ambitions of UNESCO's mandate.

This must start with young women and men.

It must start with the young people who represent half of the world today, who filled this hall one week ago, during the 8th Youth Forum.

I see this as UNESCO's essential 'soft power.'

UNESCO does not deliver development financial aid – it crafts the conditions for development.

UNESCO does not itself keep the peace – it works to make peace last.

UNESCO's value lies in its global leadership to advance collective action on key public goods, in education, culture, the sciences, communication and information.

These are global goals, important for rich and poor countries alike.

Achieving them requires a more focused, a more performing UNESCO, a UNESCO in tune with the demands of new times.

We have achieved a lot in the last two years, and this will continue – but, let me say, UNESCO deserves stronger support,

The call for UNESCO has never been so high – the Organization deserves deeper commitment.

The girls and boys seeking to get to school deserve better.

The young women and men calling out for opportunities and skills to get jobs deserve better.

Societies everywhere undergoing deep transformation, aspiring for social justice and cohesion, deserve better.

A world under pressure, facing increasing disasters, accelerating climate change, deserves better.

At this time when our message has never been so relevant, UNESCO deserves full support and engagement of all its members.

In this spirit, I appeal once again for the support of all Member States.

I appeal for the spirit of consensus to guide Member States in all circumstances, which one of UNESCO's strongest messages to the world.

I appeal to the universality of this Organization, which is our greatest strength, and I appeal for the full contribution of all States.

This includes the United States, with which UNESCO's partnership has never been so important. I believe UNESCO has perhaps never mattered so much for the American people, nor the American people for UNESCO.

More than ever, the world needs effective, rules-based multilateralism.

More than ever, we need a new humanism, to strengthen the ties that bind humanity together, to remind us of everything we share, the values and dreams we hold in common, to work to make them real.

For this, change is a necessity not a choice.

For this, we need commitment and we need resolve.

This is my message to you today. This is my vision.

Thank you.